

N A T O ———— O T A N

SERVICE DE PRESSE

PRESS SERVICE

OTAN/NATO, 1110 Bruxelles • Telephones : 241 00 40 - 241 44 00 - 241 44 90 TELEX : 23-867

COMMUNIQUE DE PRESSE(83)15

Londres, le 12 septembre 1983

DECLARATION DE M. RICHARD R. BURT,  
PRESIDENT DU GROUPE CONSULTATIF SPECIAL DE L'OTAN

Le Groupe Consultatif Spécial (GCS) s'est réuni ce jour à Londres pour examiner l'évolution des négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). Cette réunion était la cinquième que le Groupe tenait depuis le début de l'année, et la deuxième de ce mois. Le GCS a vivement remercié le gouvernement britannique de lui avoir donné l'occasion de démontrer ainsi la vigueur et l'étendue des consultations de l'Alliance sur les FNI.

Le GCS a souligné l'importance de la session en cours des négociations FNI, ouverte à Genève le 6 septembre. Les Alliés ont exprimé l'espoir que les négociations pourront progresser rapidement dans le sens d'un accord équitable et vérifiable.

Le GCS a noté que l'Union Soviétique continue à suivre une ligne de conduite qui fait obstacle à la recherche d'un accord. Ce pays entend préserver le monopole déstabilisateur qu'il possède dans le domaine des missiles FNI à plus longue portée basés à terre et affaiblir le lien qui existe entre le potentiel de dissuasion stratégique des Etats-Unis et la défense de l'Europe. Pour tenter de préserver ce monopole, l'URSS demande que, dans un accord FNI, des compensations lui soient accordées en prétextant le maintien de forces stratégiques par d'autres pays. Le GCS l'appelle à lever cet obstacle aux négociations. L'exigence de l'URSS visant à exclure ses propres missiles FNI à plus longue portée basés en Asie d'un accord FNI tendrait à perpétuer la menace nucléaire pesant sur l'Asie comme sur l'Europe, et permettrait même de l'accroître.

Le GCS a fait le point des négociations de Genève, particulièrement en ce qui concerne la récente déclaration selon laquelle l'Union Soviétique "liquiderait" les missiles SS-20 frappés de réductions aux termes d'un accord FNI. A cet égard, le GCS a noté qu'il restait encore à l'URSS à confirmer qu'elle est bien disposée à détruire des missiles SS-20. Il a réaffirmé qu'à son sens, tout accord, pour être réellement utile, doit prévoir le démontage et la destruction de missiles SS-20 proprement dits. Des dispositions permettant de s'assurer que les SS-20 détruits ne seront pas tout simplement remplacés par de nouveaux missiles doivent nécessairement figurer dans tout accord.

./...

Les objectifs alliés concernant les négociations FNI demeurent inchangés : parvenir à un équilibre stable fondé sur l'égalité entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique au niveau d'armements le plus bas possible. Ces objectifs seront poursuivis vigoureusement. Les propositions des Etats-Unis, qui ont été développées grâce à des consultations intensives avec les Alliés et qui sont l'expression de ces objectifs, constituent une base d'accord à la fois solide et souple. C'est sur cette base que les Etats-Unis continueront à rechercher et à suivre toutes les voies appropriées qui peuvent mener à un accord.

Les Alliés continueront d'appliquer la décision de l'OTAN de 1979, dans ces deux éléments. Conformément à cette décision, le déploiement de systèmes d'armes américains - Pershing II et missiles de croisière à lanceur terrestre - commencera, à la fin de l'année, selon le calendrier établi et se poursuivra comme prévu en l'absence d'un accord concret rendant inutiles de tels déploiements. Si les mouvements de déploiement doivent être poursuivis, il demeure possible de les arrêter ou de les inverser à tout moment si des résultats concrets sont obtenus à Genève. Les Alliés sont et resteront déterminés à poursuivre les négociations pour faire en sorte que soit réalisé, s'il peut l'être effectivement, un accord de maîtrise des armements propre à renforcer la stabilité et la sécurité pour tous.